

ROBERTO J. PAYRO

Le petit-fils du gaucho (1946)

Partie 2. Chapitre IV

Il semble qu'à cette époque le temps 'se soit déroulé plus vite, ou, plutôt, en mettant maintenant un ordre relatif dans mes souvenirs, je confonds quelques dates et saute des événements qui se sont évanouis de ma mémoire. Cela n'a aucune importance et ne retire rien à la véracité de ce récit.

La période présidentielle qui avait, commencé en même temps que mes débuts de chef de la police touchait à sa fin, et mon ami le Président se préparait à descendre du pouvoir dans l'exercice duquel il avait réussi à pacifier relativement le pays, à développer l'instruction publique, à entreprendre quelques œuvres d'importance et, surtout, à laisser les énormes forces naturelles de la nation commencer à se développer par leur propre impulsion, ouvrant une période de bien-être qui nous donnait les plus grandes espérances. Comme il avait eu au début à lutter à Buenos Aires avec une population hostile, comme quelques

actes de rigueur de la police avaient agité les esprits, comme, enfin, la nécessité de la paix s'imposait à tous, on disait en province, avec enthousiasme, qu'il « *avait dompté l'orgueil portenien* », et on le considérait comme le chef unique, non seulement de son parti, mais de la République tout entière. Personne ne discutait ses ordres, pas même ses insinuations, et on aurait juré que le pays était dans ses mains pour toujours. Quoiqu'il eût cédé son poste à un autre Président, n'étant pas rééligible, suivant la Constitution, qui pourrait contrecarrer sa force ? Il continuerait à gouverner, de sa maison, tranquillement, avec, à sa place, n'importe quel personnage à sa dévotion, pour le bien du pays qu'il avait tellement avancé et qui lui devait tant. Et, effectivement, grâce à lui, à ses conseils de discipline et de tolérance relative, dans notre province, par exemple, nous vivions dans une paix octavienne, qui nous permettait de laisser un peu la politique de côté pour nous occuper de nos affaires et de nos distractions, sans que cependant les calomnies et les intrigues fissent

défaut, elles qui donnaient tant de saveur à nos soirées.

J'allais souvent chasser dans les environs, accompagné de plusieurs amis de bonne humeur avec lesquels nous faisons de grands déjeuners champêtres, si fameux que nous étions assaillis de demandes d'invitation. Les longues parties du Club du Progrès occupaient mes soirées, avec des alternatives de gains et de pertes qui ne compromettaient pas mes ressources. Les après-midi j'allais à la promenade ou en visite, surtout chez les Blanco, et je laissais ainsi courir les jours, paresseusement, attendant la manne qui, sans doute, tomberait du ciel, tôt ou tard, à mon seul bénéfice. Rien ne troublait ma tranquillité d'alors, pas même l'ambition : la vie endormie de province m'engourdisait, m'avait conquis au point que je n'en comprenais plus d'autre, et même nos réunions dans le bureau de police qui, dans les époques d'agitations étaient fébriles et inquiètes, étaient alors monotones et ennuyeuses jusqu'au bâillement, comme si l'invitation à la sieste entrait par les portes et les fenêtres, avec l'air et la lumière, avec le maté interminable

que nous servait un domestique.

Le gouvernement de Benavides n'était ni chair ni poisson. Lui et ses ministres se bornaient, comme s'ils tombaient de sommeil, à se passer de l'un à l'autre, à de longs intervalles, d'un air dégoûté, les dossiers des affaires en cours qui, de cette façon, n'obtenaient jamais de solution. Ils me rappelaient ces personnages de Swift qui ont toujours derrière eux un domestique avec une vessie pour qu'il les réveille de temps en temps. Bah ! le mieux était de les laisser dormir, ainsi, ils ne faisaient de mal à personne, et conformant mon action sur cette pensée, je fis tout ce que je pus pour ne pas les arracher à leur sieste, et je crois que j'entrais même dans la maison du Gouverneur sur la pointe des pieds quand quelque affaire m'y conduisait.

Entre temps, silencieusement, sur la pointe des pieds également, l'opposition commençait s'agiter, pensant qu'elle pourrait profiter de cette léthargie pour jouer un grand coup aux prochaines élections. J'en parlai aux chefs du parti qui ne virent pas de meilleure attitude à prendre que de consulter le Président. « *Encadrez Camino* »,

répondit-il, sans plus, et la phrase, connue par une indiscretion, devint célèbre.

Camino était à Buenos Aires, mais nous comprîmes qu'il était nécessaire de lui donner le commandement du parti et de préparer sa réélection. Pourquoi ? Ce n'était pas, en réalité, parce que l'opposition fût à craindre dans les élections provinciales, et encore moins dans les élections nationales. La raison me parut plus profonde et plus transcendante. C'était une prévision habile de l'avenir, lorsqu'un autre occuperait la présidence, il aurait besoin d'appuis dans les provinces et Camino était pour lui un homme de confiance. Si dans tous les états on agissait de même, le nouveau Président verrait son pouvoir très diminué, et serait, nécessairement, l'homme de paille de son prédécesseur.

- *Ce n'est pas mal trouvé !* – me dis-je –.
Préparons la combinaison, après nous verrons.

Personne n'eut rien à objecter, si ce n'est Vazquez qui avait toujours le don de se tromper. Il s'opposa résolument à ce que nous proclamions la candidature de Camino à la prochaine élection en disant que

c'était un homme sans conceptions, un esprit étroit et que ceux qui voteraient pour lui seraient, dans l'esprit des familles honnêtes, des pervers qui approuvaient ou, pour le moins, toléraient ses vices. La politique n'était pas tout, il fallait également tenir compte de la société. J'essayai de le dissuader en lui démontrant la nécessité de ce que le Président sortant eût des gouverneurs fidèles qui prissent soin de son autorité, une fois hors du pouvoir, et en lui rappelant qu'il devait sa députation au gouvernement.

- *Ni l'une ni l'autre raison ne m'obligent à rien – répliqua-t-il –. Le Président a tort en préparant un état dans l'état, une espèce de présidence double, dont le pouvoir de l'une annule l'autre. Quant à mon élection, ce n'est pas le gouvernement qui m'a fait élire, c'est toi.*

- *Avec son approbation, et c'est lui qui pouvait ...*

- *Même s'il en était ainsi, je doute que mon devoir soit de le soutenir en toutes circonstances, et il serait monstrueux que je me sois engagé à faire réélire Camino. Dans ce*

cas-là, le pays ne changerait jamais de gouvernants, comme la Municipalité de Los Sunchos.

La voix de Vazquez fut, naturellement, la *clamantis in deserto*. Personne ne tint compte de lui et Camino eut ses deux proclamations au milieu d'un enthousiasme populaire que nous préparâmes par tous les moyens en notre pouvoir. Mais le candidat à la réélection ne tarda pas à savoir que Vazquez avait parlé contre lui, ce qu'il ne devait jamais lui pardonner. Non, ce ne fut pas moi qui le lui dis, qui fus l'indiscret ou le mal intentionné. Vazquez ne me gênait pas beaucoup à la Chambre et même si je lui avais voulu du tort, je ne m'en serais pas mêlé, sachant que d'autres le feraient par adulation, par esprit d'intrigue ou par méchanceté.

Presque en même temps, fut proclamée dans une province lointaine et avec l'appui du gouvernement, la candidature présidentielle qui, de là-bas, se communiqua dans toutes les provinces « *comme une traînée de poudre* », selon l'expression des journaux amis qui encensaient les mérites incomparables du candidat

«représentant de la jeunesse et, par conséquent, du progrès, citoyen d'initiative, comme il l'avait démontré dans le gouvernement de sa province, esprit libéral, ennemi de toute hypocrisie et de toute bassesse, homme tolérant, qui serait le trait d'union entre les états, les sociétés, les religions, les partis du pays, et qu'accompagneraient demain, ainsi que l'accompagnaient aujourd'hui, les forces les plus saines et les plus efficaces, les jeunes gens au coeur entier et aux hautes aspirations patriotiques».

- *Place aux jeunes !* – commençâmes-nous à crier, comme le criait de la Espada à Los Sunchos en d'autres temps.

La province de Buenos Aires, jalouse de son hégémonie politique, voulut nous opposer d'autres candidatures, entraîner l'opinion du pays en arborant comme drapeau le nom d'illustres patriciens et celui d'un homme politique éminent qui avait gagné des sympathies dans les provinces en prenant, dans des circonstances décisives, parti pour elles contre la capitale.

Mais si tous les chefs de police, si toutes les autorités agissaient comme moi, il n'y avait pas à craindre qu'ils nous

enlevassent le pouvoir, ni par ruse, ni par force. J'en fus convaincu lorsque Camino fut élu gouverneur et Casiano Correa, un ancien ami de *petit père*, vice-gouverneur – avec presque toutes les élections contestées, il est vrai – presque sans opposition, ou, comme on disait alors, par « *élections canoniques* ». Comment s'obtint ce résultat ? Oh! d'une façon bien simple, en préparant tout à l'avance, le recensement et le registre civique, en tirant au sort les vérificateurs du scrutin de façon à ce qu'ils fussent tous des nôtres, et en comptant sur les juges provinciaux ou fédéraux pour le cas possible d'un jugement. A cette époque, il n'y eut qu'un juge qui osa défier le pouvoir, mais sa déroute fut sur le moment complète, bien que maintenant il soit considéré comme un exemple et que beaucoup d'entre nous aient contribué à perpétuer dans le marbre sa mémoire.

Dirai-je, après cela, que notre candidat à la présidence triompha ?

Non, je n'ai pas à conter non plus l'exode de ses compatriotes qui envahirent la capitale de la République, convaincus d'avoir triomphé avec lui. J'eus, moi aussi, envie d'y aller et je l'aurais fait si j'avais été de sa province et de

son entourage. « *Il n'y a rien de tel que d'avoir de bonnes relations* », disait *petit père*. Mais il fallait attendre ; j'étais très loin de lui, et il ne faut brusquer le sort que lorsque l'occasion se présente.

Pour le moment, mieux valait revenir à notre sieste. N'avions-nous pas passé par une longue période d'agitation telle que je ne rendais plus visite aux Blanco, qu'à peine j'avais eu le temps de voir mes vieilles amies, et avais même dû interrompre de temps en temps mes parties au Club du Progrès, remettre mes chasses et suspendre cent autres entreprises agréables ?... Oui. Revenons à la vie épicurienne qui est la meilleure, en attendant qu'arrive le moment opportun de se lancer à l'assaut de la grande capitale, de la vraie, de l'unique.

Camino me demanda, un jour, comme si cela lui venait brusquement à l'esprit :

- *Quand « finit » Vazquez ?*
- *Dans quatre mois, je crois.*
- *Il faut y penser.*
- *A quoi ?*
- *A l'élection. Il faut voir qui élire.*
- *Mais encore Vazquez, parbleu !*

Il me regarda d'abord avec colère, puis avec sérénité, et ensuite avec

nonchalance, et dit :

- *Non ... Ils n'en veulent plus à Los Sunchos.*

Traduction de Georges PILLEMENT



Notes de Bernard Goorden, autre traducteur de Roberto J. PAYRO.

Le Petit-Fils du Gaucho (1946) ; Paris ; Nouvelles Editions Latines ; 1946, 318 p. (achevé à Uccle-lez-Bruxelles, le 9 décembre 1910) = ***Las Divertidas Aventuras de un Nieto de Juan Moreira*** (1911) ; Buenos Aires, Editorial Losada, 1944, 302 p.

Une première traduction, très partielle, sous le titre « ***Aventures divertissantes du petit-fils de Juan Moreira*** », a été publiée dans ***La Belgique artistique et littéraire*** (*Revue nationale du Mouvement Intellectuel*), Bruxelles, tome trente-quatrième, janvier-février-mars 1914, pages 173-190. Le nom du premier traducteur n'est pas mentionné mais Arnold Goffin en signe une « *préface* » aux pages 173-175. Voir :

<http://idesetautres.be/upload/PAYRO%20AVENTURES%20DIVERTISSANTES%20PETIT%20FILS%20JUAN%20MOREIRA%20BELGIQUE%20ARTISTIQUE%20LITTERAIRE%201914.zip>

Nous n'avons pas l'intention de revoir la traduction de notre aîné, Georges Pillement mais nous

aurions conservé les prénoms d'origine : Teresa et Mauricio. Nous avons rendu un hommage à Georges PILLEMENT. Voir :

<http://www.idesetautres.be/upload/HOMMAGE%20A%20Georges%20PILLEMENT%20traducteur%20hispanophile.pdf>